

Article 31 du Règlement

Comme il est 11 heures, conformément au paragraphe 30(5) du Règlement, la Chambre passe aux déclarations de députés.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LE MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA

M. Felix Holtmann (Portage—Interlake): Madame la Présidente, je m'étais promis d'éviter de parler des arts au cours de la présente session, mais voilà que je romps ma promesse.

Aujourd'hui, devant la Chambre des communes, est exposée une partie d'une oeuvre du peintre Ken Kirby intitulée «Isumataq.» Si les gros bonnets du musée des Beaux-Arts se réveillaient, cette magnifique oeuvre d'art pourrait être exposée à la place de la peinture «Stripe of Ire with no Voice.» Notre musée pourrait redevenir une galerie d'art véritablement canadien et présenter des oeuvres de notre beau et grand pays.

À mon avis, Ken Kirby mérite l'Ordre du Canada et le musée des Beaux-Arts devrait s'empresser de faire de son oeuvre, «Isumataq», le nouveau symbole de l'unité nationale, avant que les États-Unis d'Amérique ne l'achètent.

* * *

L'ÉDITION

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Madame la Présidente, je veux attirer l'attention de tous les Canadiens sur les difficultés qu'éprouve l'industrie canadienne de l'impression commerciale.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, le harcèlement exercé par les douaniers américains relativement à l'identification du pays d'origine a coûté à nos imprimeurs 1 700 emplois et 160 millions de dollars en exportations perdues. Actuellement, notre balance commerciale avec les États-Unis dans le secteur de l'impression affiche un déficit annuel de 330 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 200 p. 100 depuis 1988, soit depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange.

Voici en gros le problème. D'une part, les règles relatives à l'identification du pays d'origine aux États-Unis sont beaucoup trop sévères et ne sont pas toujours appliquées de façon équitable. D'autre part, les règles canadiennes auraient besoin d'être renforcées pour que nous soyons certains que les produits importés sont bien marqués.

Les imprimeurs commerciaux canadiens veulent être sur un pied d'égalité avec leurs homologues américains, mais ce n'est pas le cas actuellement. Le problème ne se règlera pas tout seul; il faut que le gouvernement agisse dès maintenant.

* * *

L'ENQUÊTE DANS HALTON—PEEL

M. Garth Turner (Halton—Peel): Madame la Présidente, je veux communiquer à la Chambre certains des conseils que je reçois de mes électeurs.

Heather et Dennis Sheehan, de Caledon East, écrivent ce qui suit:

Nous sommes optimistes. Nous aimons le Canada. Nous savons que nous sommes Canadiens. Le Québec fait partie intégrante du Canada. Nous sommes tous venus d'ailleurs. Plus nous voyageons et plus nous rencontrons d'autres gens, plus nous apprécions ce que nous avons ici.

Paul Lonergan, de Milton, écrit ceci:

Nous sommes en train d'accumuler, à tous les niveaux de gouvernement, une dette qui étouffera les générations à venir. Les gouvernements doivent commencer à dire non aux programmes sociaux et les Canadiens doivent commencer à assumer une plus grande part de responsabilité à l'égard de leur propre bien-être.

Enfin, Roger Lang, de Burlington, écrit ce qui suit:

Je veux que le Canada devienne un pays dont je peux être fier personnellement et face au reste du monde. Il se peut que nous ayons des différends, mais nous devons nous orienter vers la solution qui sera la meilleure pour tous au lieu de faire étude après étude pour essayer de satisfaire chacun des groupes. Nous devons changer le régime politique de façon à avoir des élus qui travaillent ensemble pour le Canada au lieu de simplement chercher à se faire réélire.

* * *

LE SOMMET DE LA TERRE

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Madame la Présidente, la CNUED ou le Sommet de la Terre qui se tiendra au Brésil en juin est pour le Canada et les autres pays l'occasion de s'engager fermement à protéger notre environnement commun et de prendre à cette fin des mesures concrètes. Pourtant, le Canada ne prend pas parti en faveur de la ratification d'accords internationaux sur des questions importantes comme le réchauffement de la planète.

Au lieu de présenter des propositions rigoureuses pour honorer son engagement à réduire les émissions de CO₂, le Canada demande une reconnaissance des efforts de reboisement, préférant traiter les symptômes du problème au lieu de s'attaquer à ses causes fondamentales, soit la production et la consommation énergétiques au Canada.

Avec d'autres États, nous avons rejeté une proposition visant à imposer des normes environnementales aux entreprises internationales. C'est bien beau de parler de développement durable, mais où étaient les représentants du Canada lorsque le GATT a décidé que la protec-